



Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe : le cas de l'Égypte

Par [Ahmed Bensaada](#)

Mondialisation.ca, 15 juin 2014

[Le quotidien d'Oranahmedbensaada.com](#) 24 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Services de renseignements](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Montréal, le mercredi 23 février 2011

Il n'y a rien de plus émouvant que de voir un peuple recouvrer sa liberté après avoir subi le joug du despotisme et retrouver sa fierté après des années d'humiliation. Les marées humaines défilant dans les rues, occupant des places, déployant des slogans cinglants et irrévérencieux, maniant une parole si longtemps confisquée, arborant une dignité outrageusement bafouée : la quintessence du bonheur divin.

Mais les lendemains de ces révoltes nous laissent quelque peu perplexes. Qu'ont-elles accompli à part l'étêtement des régimes en place?

Voyons voir. En Tunisie : un Ghannouchi qui reste en place malgré la vindicte populaire et des années passées à servir un système mafieux, un blogueur qui décide de siéger comme ministre dans un gouvernement qui l'a personnellement maltraité et des milliers de jeunes harragas qui préfèrent fuir vers l'Occident au lieu de perpétuer la « révolution » au pays du jasmin. Du côté du Nil, même scénario : un Tantaoui, pur produit du système, qui a dépassé l'âge de la retraite depuis belle lurette, et qui, sans en référer au peuple souverain, décide de maintenir ses relations avec Israël avant même de s'inquiéter du sort de ses propres concitoyens; un gouvernement légèrement modifié et dont les postes clés restent toujours aux mains des apparatchiks du système; des retouches cosmétiques de la constitution et une demande de gel des avoirs de la famille Moubarak [1] après d'incompréhensibles hésitations, bien longtemps après celle des anciens dignitaires du régime [2].

Est-ce cela une « révolution »? Est-il pensable que l'éléphant n'aurait accouché que d'une petite souris?

Les résultats mitigés de ces révoltes ne peuvent être compris qu'en examinant leur genèse. La plupart des spécialistes « cathodiques » ou officiant dans les médias majeurs se sont entendus sur la nature spontanée de ces mouvements. Grosso modo, le peuple peut être considéré comme un genre de cocotte-minute susceptible d'exploser sous l'effet d'une pression sociale et politique trop grande. Cette explosion produit une réaction en chaîne dans les pays avoisinants, de culture ou d'histoire similaires. Il suffit donc d'attendre sagement, de préparer les caméras et les micros afin de couvrir, en temps et lieux, les événements que remueront les rues arabes. Il s'agit là d'une analyse naïve et primaire qu'il est difficile d'accepter de la part de personnes savantes, titulaires de chaires, responsables de revues, qui ont passé leurs vies à scruter les moindres soubresauts de cette région du

monde. Un peu comme les illustres économistes de notre temps qui n'ont pas pu prévoir l'immense crise économique que le monde a récemment connue. Qu'aurait-on dit si un météorologue n'aurait pas prévu un gigantesque ouragan?

En fait, ce qui attire l'attention depuis le début des émeutes tunisiennes, c'est la trop grande préoccupation étasunienne concernant les nouvelles technologies. Les multiples interventions du président Obama et de sa secrétaire d'état pour défendre la liberté d'accès à Internet et leur insistance pour que les régimes en prise avec les manifestations populaires n'interrompent pas la navigation sur la toile avaient quelque chose de suspect.

Mme Clinton a même affirmé, le 15 février dernier, « qu'Internet est devenu l'espace public du XXI siècle » et que « les manifestations en Égypte et en Iran, alimentées par Facebook, Twitter et YouTube reflétaient la puissance des technologies de connexion en tant qu'accélérateurs du changement politique, social et économique » [3]. Elle a même annoncé le déblocage de 25 millions de dollars « pour soutenir des projets ou la création d'outils qui agissent en faveur de la liberté d'expression en ligne », et l'ouverture de comptes Twitter en chinois, russe et hindi après ceux en persan et en arabe. D'autre part, les relations « complexes » entre le département d'État américain et Google ont été longuement discutées dans la presse. D'ailleurs, le fameux moteur de recherche a été qualifié « d'arme de la diplomatie américaine » [4].

Mais quelle est la relation entre le gouvernement américain et ces nouvelles technologies? Pourquoi des responsables de si haut niveau prennent-ils des décisions dans la gestion d'entreprises qui sont supposées être privées? Cette situation n'est pas sans nous rappeler l'intervention américaine similaire lors des événements qui ont suivi les élections en Iran [5]. Le ministère américain des Affaires étrangères avait alors demandé à Twitter de reporter une opération de maintenance qui aurait entraîné une interruption de service, ce qui aurait privé les opposants iraniens de moyen de communication [6].

Ces curieuses accointances entre le gouvernement américain et les réseaux sociaux dans des régions du monde aussi sensibles et pendant des événements sociaux aussi délicats est très suspect, c'est le moins qu'on puisse dire.

Autre élément qui attire l'attention : la surmédiation de bloggeurs, leur association avec une révolution qualifiée de « facebookienne » et l'insistance sur leur non-appartenance à un mouvement politique quelconque. Ce sont donc des personnes jeunes et apolitiques qui utilisent les nouvelles technologies pour déstabiliser des régimes autocratiques ancrés dans le paysage politiques depuis des décennies.

Mais d'où viennent ces jeunes et comment peuvent-ils mobiliser autant de personnes sans avoir bénéficié d'une formation adéquate ni être relié à une organisation précise?

Chose est certaine : le modus opérandi de ces révoltes a toutes les caractéristiques des révolutions colorées qui ont secoué les pays de l'Est au début des années 2000.

Les révolutions colorées

Les révoltes qui ont bouleversé le paysage politique des pays de l'Est ou des ex-républiques soviétiques ont été qualifiées de « révolutions colorées ». La Serbie (2000), la Géorgie (2003), l'Ukraine (2004) et le Kirghizistan (2005) en sont quelques exemples.

Toutes ces révolutions, qui se sont soldées par des succès retentissants, sont basées sur la mobilisation de jeunes activistes locaux pro-occidentaux, étudiants fougueux, blogueurs engagés et insatisfaits du système.

De nombreux articles [7] et un remarquable documentaire de la reporter française Manon Loizeau [8] ont disséqué le mode opératoire de ces révoltes et montré que c'était les États-Unis qui en tiraient les ficelles.

En fait, l'implication de l'USAID, du National Endowment for Democracy (NED), de l'International Republican Institute, du National Democratic Institute for International Affairs, de Freedom House, de l'Albert Einstein Institution et de l'Open Society Institute (OSI), a été clairement établie [9]. Ces organisations sont toutes américaines, financées par soit le budget américain, soit par des capitaux privés américains. À titre d'exemple, la NED est financée par un budget voté par le Congrès et les fonds sont gérés par un Conseil d'administration où sont représentés le Parti républicain, le Parti démocrate, la Chambre de commerce des États-Unis et le syndicat AFL-CIO, alors que l'OSI fait partie de la Fondation Soros, du nom de son fondateur George Soros le milliardaire américain, illustre spéculateur financier.

Plusieurs mouvements ont été mis en place pour conduire les révoltes colorées. Parmi eux, OTPOR (Résistance en serbe) est celui qui a causé la chute du régime serbe de Slobodan Milosevic. Le logo d'OTPOR, un poing fermé, a été repris par tous les mouvements subséquents, ce qui suggère la forte collaboration entre eux.



Logo original d'OTPOR

Dirigé par Drdja Popovic, OTPOR prône l'application de l'idéologie de résistance individuelle non violente théorisée par le philosophe et politologue américain Gene Sharp. Surnommé le « Machiavel de la non-violence », Gene Sharp n'est autre que le fondateur de l'Albert Einstein Institution. Son ouvrage « From Dictatorship to Democracy » (De la dictature à la démocratie) a été à la base de toutes les révolutions colorées. Disponible en 25 langues différentes (dont bien sûr l'arabe), ce livre est consultable gratuitement sur Internet et sa dernière édition date de 2010. Sa première édition, destinée aux dissidents birmans de Thaïlande, a été publiée en 1993.

Le cas de l'Égypte

C'est le mouvement du 6 avril [10] qui a été le fer de lance de la protestation populaire égyptienne et le principal artisan de la chute de Hosni Moubarak. Constitué de jeunes de la classe moyenne, activistes, férus de technologies nouvelles, ce mouvement a, dès 2008, appuyé les revendications ouvrières.

La première collusion entre ce mouvement et le gouvernement américain a été divulguée par WikiLeaks. Il s'agit de 2 câbles (08CAIRO2371 et 10CAIRO99) datant respectivement de novembre 2008 et de janvier 2010 qui montrent clairement des relations étroites entre l'ambassade américaine du Caire et les activistes égyptiens [11, 12]. La bloggeuse Israa Abdel Fattah [13], cofondatrice du mouvement du 6 avril, est nominativement mentionnée dans le second document comme faisant partie d'un groupe d'activistes ayant participé à un programme de formation organisé à Washington par Freedom House. Le programme, nommé « New Generation », a été financé par le département d'état et USAID et avait pour

but de former des « réformateurs politiques et sociaux ».



La bloggeuse égyptienne Israa Abdel Fattah

Ces stages de formation d'activistes égyptiens aux États-Unis susceptibles « de représenter une troisième voie, modérée et pacifique » ne sont pas rares. Condoleeza Rice (mai 2008) et Hillary Clinton (mai 2009) en ont rencontré, sous les auspices de Freedom House (FH). Ces dissidents ont même eu des entretiens avec de hauts responsables de l'administration américaine [14].

Les activistes d'OTPOR, fort de leur expérience dans la déstabilisation des régimes autoritaires, ont fondé un centre pour la formation de révolutionnaires en herbe. Cette institution, le CANVAS (Center for Applied Non Violent Action and Strategies), se trouve dans la capitale serbe et son directeur exécutif n'est autre que Srdja Popovic [15]. Un des documents qui circulent dans la toile et qui illustre la formation dispensée par ce centre est « La lutte non-violente en 50 points » qui s'inspire largement des thèses de Gene Sharp. L'ouvrage y fait abondamment référence et le site de l'Albert Einstein Institution est cité comme un des meilleurs sur la question. CANVAS est financé, entre autres, par Freedom House, Georges Soros en personne [16] et l'International Republican Institute qui compte dans son bureau nul autre que John McCain, le candidat à la présidentielle américaine de 2008 [17]. D'ailleurs, ce dernier est longuement interviewé dans le documentaire de Manon Loizeau et son implication dans les révolutions colorées y est clairement établie. En outre, les auteurs de l'ouvrage (dont Srdja Popovic) remercient longuement « leur ami » Robert Helvey pour les avoir « initié au potentiel étonnant de la lutte stratégique non-violente ». Robert Helvey est un ancien colonel de l'armée US, associé à l'Albert Einstein Institution via la CIA, spécialiste de l'action clandestine et doyen de l'École de formation des attachés militaires des ambassades américaines [18].

Le porte-parole du mouvement du 6 avril, Adel Mohamed, a affirmé, dans une entrevue accordée à la chaîne Al Jazira (diffusée le 9 février 2011), qu'il avait effectué un stage chez CANVAS durant l'été 2009, bien avant les émeutes de la place Tahrir [19]. Il se familiarisa avec les techniques d'organisation des foules et de comportement face à la violence policière. Par la suite, il forma à son tour des formateurs.

Ahmed Maher, le cofondateur du mouvement du 6 avril, a déclaré à un journaliste du Los Angeles Times « qu'il admirait la révolution Orange d'Ukraine et les Serbes qui ont renversé Slobodan Milosevic » [20].

Une autre similarité entre la révolution serbe et la révolte égyptienne est l'adoption du logo d'OTPOR par le mouvement du 6 avril, comme l'ont fait les autres révolutions colorées [21].



Jeunes égyptiens manifestant avec le logo « arabisé » d'OTPOR

D'autre part, le site web de ce mouvement contient une longue liste des comportements à adopter par les membres s'ils sont arrêtés par la police. Cette liste indicative extrêmement exhaustive n'est pas sans rappeler le guide de « La lutte non-violente en 50 points » de CANVAS [22].

Parmi les activistes égyptiens, certains ont été sous les projecteurs durant les derniers jours du régime Moubarak. Parmi eux, Wael Ghonim est une figure marquante qui a été

emprisonné pendant 12 jours et, après avoir été libéré, a accordé un entretien à la chaîne égyptienne Dream 2 où il raconte sa captivité et s'effondre en larmes avant de quitter le plateau. Cette performance audiovisuelle a fait de ce cyberdissident un héros malgré lui.

Formé à l'université américaine du Caire (une coïncidence?) Wael Ghonim est égyptien vivant à Dubaï, travaillant comme chef du marketing chez Google (une autre coïncidence?) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et mariée à une américaine (une dernière coïncidence?). Wael est un activiste récent dans le mouvement du 6 avril, mais il a travaillé étroitement avec Ahmed Maher [23]. Ce qui attire l'attention dans son intervention télévisée, c'est sa déclaration lorsqu'on lui a montré les images des jeunes tués pendant les manifestations : « Je veux dire à toute mère, tout père qui ont perdu un fils, je m'excuse, ce n'est pas de notre faute, je le jure, ce n'est pas de notre faute, c'est de la faute de toute personne qui était au pouvoir et s'y est accrochée ». Cette déclaration montre que le mouvement était très organisé et qu'aucun des membres n'avait prévu des pertes aussi grandes dans les rangs des manifestants, pour la plupart des jeunes qui ont été contactés via les réseaux sociaux.

Autre information surprenante : le PDG de Google s'est dit « très fier de ce que Wael Ghonim avait accompli », comme si faire la révolution faisait partie de la description des tâches d'un responsable du marketing d'une quelconque entreprise [24].

La révolte égyptienne, tout comme les révolutions colorées, a fait apparaître des personnages « internationalement respectables » prêts à être la figure de proue d'un changement démocratique dans la vie politique du pays. Le candidat de prédilection du mouvement du 6 avril est sans conteste Mohamed El Baradei, prix Nobel de la paix et ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le battage médiatique occidental autour de son « incontournable » candidature n'était finalement qu'un pétard mouillé. Le peuple de la rue ne l'a pas plébiscité et il a vite disparu du paysage. Il est intéressant de noter qu'El Baradei était le candidat privilégié des États-Unis. En effet, l'ancien directeur de l'AIEA est membre de l'International Crisis Group et siège avec de nombreux membres dont Georges Soros (encore lui!) [25]. Le monde est vraiment petit, c'est le moins qu'on puisse dire.

Finalement, notons que la NED, surnommée « la nébuleuse de l'ingérence « démocratique » » par Thierry Meyssan a été créée par Ronald Reagan pour poursuivre les actions secrètes de la CIA [26]. Le rapport 2009 de cet organisme montre qu'il a attribué environ 1,5 millions de dollars à plus de 30 ONG égyptiennes « pour la croissance et le renforcement des institutions démocratiques à travers le monde » comme prétendu sur leur site [27].

L'utilisation des nouvelles technologies, si encensée par l'administration américaine, s'avère être un outil de choix pour la lutte non violente. Elle permet de contacter un nombre impressionnant de personnes en un temps record et d'échanger des données numériques et des informations de grande importance à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les investissements massifs consentis par les institutions et le département d'état américains dans ce domaine se font dans le but d'améliorer les techniques de contournement de la censure étatique, de la géolocalisation des activistes lors de leur arrestation et l'envoi d'images et de vidéos pouvant montrer le visage « inhumain » des régimes autocratiques. La récente annonce du réseau suédois Bambuser permettant de diffuser gratuitement, à partir d'un téléphone portable, des séquences vidéos en direct et leur stockage instantané en ligne en est un bon exemple [28].

Cependant, une fois dans la rue, les techniques de mobilisation de foules, de socialisation avec les représentants de l'ordre, de gestion logistique et de comportement en cas de violence ou d'utilisation d'armes de dispersion de foules nécessitent une formation adéquate et de longue haleine. Dans le cas de l'Égypte, cela a été rendu possible grâce à l'assimilation du savoir-faire de CANVAS et aux formations dispensées et financées par les différentes institutions américaines.

Il est clair que la révolte de la rue égyptienne n'est pas aussi spontanée que le prétendent les médias majeurs et leurs commentateurs. Cela n'enlève rien au remarquable engagement du peuple égyptien qui a suivi les leaders du mouvement du 6 avril et de sa noble abnégation pour se débarrasser d'un système corrompu afin d'accéder à une vie meilleure.

Mais espérons que l'historique révolte de la rue égyptienne et le lourd tribut qu'elle a payé pendant ces dernières semaines ne soient pas confisqués par des intérêts étrangers. Le récent veto américain contre un projet de résolution condamnant la politique de colonisation israélienne est de mauvais augure. Le mouvement du 6 avril n'était-il pas sensible à la souffrance du peuple palestinien [29]?

Ahmed Bensaada

Montréal, le 22 février 2011.

À suivre : Partie 2 : La Tunisie et les autres pays arabes.

Références

1. « *L'Égypte demande le gel des avoirs de Moubarak et de sa famille à l'étranger* », Le Monde, 21 février 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/21/l-egypte-demande-le-gel-des-avoirs-de-moubarak-et-de-sa-famille-a-l-etranger_1483326_3218.html#ens_id=1470465&xtor=RSS-3208
2. « *L'Égypte demande le gel d'avoirs d'anciens responsables du régime Moubarak* », Le Monde, 15 février 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/15/l-egypte-demande-le-gel-d-avoirs-d-anciens-responsables-du-regime-moubarak_1480192_3218.html
3. « *Hillary Clinton milite pour la liberté sur Internet* », Le Monde, 16 février 2011, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/02/16/hillary-clinton-milite-pour-la-liberte-sur-internet_1480855_651865.html
4. « *Google, les États-Unis et l'Égypte* », Le Monde, 3 février 2011, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2011/02/03/google-les-etats-unis-et-l-egypte_1474508_651865.html
5. Ahmed Bensaada, « *Téhéran-Gaza : la différence médiatique* », Géostratégie, 3 juillet 2009, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=49:teheran-gaza-la-difference-mediatique&catid=37:societe&Itemid=75
6. « *Iran : Washington intervient auprès de Twitter* », Technaute, 18 juin 2009,

<http://technaute.cyberpresse.ca/nouvelles/internet/200906/16/01-876173-iran-washington-intervient-aupres-de-twitter.php>

7. Lire, par exemple, John Laughland, «La technique du coup d'État coloré», Réseau Voltaire, 4 janvier 2010, <http://www.voltairenet.org/article163449.html>

8. Manon Loizeau, « Les États-Unis à la conquête de l'Est », 2005. Ce documentaire peut être visionné à l'adresse suivante : <http://mecanoblog.wordpress.com/2009/10/16/etats-unis-a-la-conquete-de-lest-video/>

9. Lire, par exemple, Ian Traynor, « *US campaign behind the turmoil in Kiev* », The Guardian, 26 novembre 2004, <http://www.guardian.co.uk/world/2004/nov/26/ukraine.usa>

10. Shabab 6 April Youth Movement, <http://shabab6april.wordpress.com/shabab-6-april-youth-movement-about-us-in-english/>

11. WikiLeaks, câble 10CAIRO99, <http://213.251.145.96/cable/2010/01/10CAIRO99.html>

12. WikiLeaks, câble 08CAIRO2371, <http://www.wikileaks.ch/cable/2008/11/08CAIRO2371.html>

13. Fanoos Encyclopedia, « *Israa Abdel Fattah* », http://www.fanoos.com/society/israa_abdel_fattah.html

14. Michel Chossudovsky, « *Le mouvement de protestation en Égypte: Les « dictateurs » ne dictent pas, ils obéissent aux ordres* », Mondialisation, 9 février 2011, <http://dissidentvoice.org/2011/02/the-junk-bond-%E2%80%9Cteflon-guy%E2%80%9D-behind-egypt%E2%80%99s-nonviolent-revolution/>

15. Canvasopedia, <http://www.canvasopedia.org/>

16. Maidhc O. Cathail, « *The Junk Bond « Teflon Guy » Behind Egypt's Nonviolent Revolution* », Dissident Voice, 16 février 2011, <http://dissidentvoice.org/2011/02/the-junk-bond-%E2%80%9Cteflon-guy%E2%80%9D-behind-egypt%E2%80%99s-nonviolent-revolution/>

17. Tony Cartalucci, « *CIA Coup-College: Recycled revolutionary "props"* », Info War, 20 février 2011, <http://www.infowars.com/cia-coup-college-recycled-revolutionary-props/>

18. Thierry Meyssan, « *L'Albert Einstein Institution : la non violence version CIA* », Réseau Voltaire, 4 juin 2007, <http://www.voltairenet.org/article15870.html>

19. Tina Rosenberg, « *Revolution U* », Foreign Policy, 18 février 2011, http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/02/16/revolution_u?page=0,7

20. Jeffrey Fleishman, « *Young Egyptians mount unusual challenge to Mubarak* », Los Angeles Times, 27 janvier 2011, <http://articles.latimes.com/2011/jan/27/world/la-fg-egypt-youth-20110128>

21. Florian Bieber, « *The Otpor Connection in Egypt* », Balkan Insight, 31 janvier 2011, <http://www.balkaninsight.com/en/blog/the-otpor-connection-in-egypt>

22. Shabab 6 avril Youth Movement, « *Que faire si vous êtes arrêté* »,

<http://shabab6april.wordpress.com/shabab-6-april-youth-movement-about-us-in-english/v>

23. David D. Kirkpatrick et David E. Sanger, « *Egyptians and Tunisians Collaborated to Shake Arab History* », The New York Times, 13 février 2011, <http://www.nytimes.com/2011/02/14/world/middleeast/14egypt-tunisia-protests.html>

24. AFP, « *Égypte: le PDG de Google « très fier » de ce qu'a accompli Wael Ghonim* », 15 février 2011, <http://www.france24.com/fr/20110215-egypte-le-pdg-google-tres-fier-qua-accompli-wael-ghonim>

25. International Crisis Group, « *Crisis Group Announces New Board Members* », 1er juillet 2010, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2010/crisis-group-announces-new-board-members.aspx>

26. Thierry Meyssan, « *La nébuleuse de l'ingérence « démocratique* », Réseau Voltaire, 22 janvier 2004, <http://www.voltairenet.org/article12196.html>

27. NED, « *2009 Annual report : Egypt* », <http://www.ned.org/publications/annual-reports/2009-annual-report/middle-east-and-north-africa/description-of-2009-gra-2>

28. Yves Eudes, « *Des vidéos vues en direct et stockées à l'abri* », Le Monde, 21 février 2011, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/02/21/des-vidéos-vues-en-direct-et-stockées-a-l-abri_1483057_3212.html

29. The International Solidarity Movement, « *Mohamed Adel a enfin été libéré* », <http://www.ism-france.org/temoignages/Mohamed-Adel-a-ENFIN-ete-libere-article-10484>



Ahmed Bensaada, Docteur en physique, Montréal (Canada), son site : <http://www.ahmedbensaada.com/>

La source originale de cet article est [Le quotidien d'Oranahmedbensaada.com](http://www.ahmedbensaada.com/)
Copyright © [Ahmed Bensaada](http://www.ahmedbensaada.com/), [Le quotidien d'Oranahmedbensaada.com](http://www.ahmedbensaada.com/), 2014

Articles Par : **Ahmed Bensaada**

A propos :

Ahmed Bensaada est docteur en physique, enseignant, auteur et essayiste. Il est l'auteur de "Arabesque américaine : le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe" (2011), premier livre publié sur le

"printemps" arabe . Il est aussi coauteur de "La face cachée des révolutions arabes" (2012) et "Le développement économique de l'Algérie: expériences et perspectives" (2011). Ahmed Bensaada est aussi auteur de nombreux ouvrages pédagogiques pour l'enseignement des sciences. Il est lauréat, entre autres, du prix du Premier Ministre du Canada pour l'excellence dans l'enseignement. Contact: www.ahmedbensaada.com

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca